

<http://www.ujfp.org/spip.php?article8034>



POUR GAZA : AMPLIFIONS LES CAMPAGNES BDS POUR QUE DES COMPTES SOIENT DEMANDÉS À ISRAËL



- BDS - Communiqués du BNC -
Date de mise en ligne : vendredi 28 août 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

23 août 2020 / Par Palestinian BDS National Committee (BNC)

Cela fait onze nuits consécutives que les forces militaires israéliennes bombardent Gaza, terrorisant ses deux millions d'habitants.

Palestine occupée, 23 août 2020 - En réponse aux bombardements continus par Israël de la bande de Gaza, occupée et assiégée, le Comité national de BDS (le BNC) de Palestine a réitéré les [appels de la société civile palestinienne](#) à des sanctions ciblées et légales à l'encontre d'Israël, en particulier un embargo militaire urgent et complet, et à une amplification des campagnes de boycott et de désinvestissement pour faire cesser ses crimes.



Depuis plus de onze nuits, les forces militaires israéliennes bombardent Gaza, terrorisant ses deux millions d'habitants palestiniens, qui vivent dans la plus grande prison à ciel ouvert du fait du siège israélien qui dure depuis 13 ans. L'excuse d'Israël cctte fois-ci est l'envoi depuis Gaza de [ballons incendiaires](#), qui ont causé des incendies sur les terres agricoles de colonies israéliennes près de la barrière militaire qui encercle Gaza.

La majorité absolue des résidents de Gaza sont des descendants des plus de 750 000 réfugiés palestiniens victimes de nettoyage ethnique - par les milices sionistes puis plus tard par l'armée israélienne - durant la [Nakba](#) de 1948.

Les attaques israéliennes ont endommagé des maisons et des infrastructures civiles, dont une [école primaire](#) dans le camp de réfugiés de Shati, géré par l'Agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (l'UNRWA), bombardée à l'aube le 12 août. L'UNRWA a [contesté](#) l'affirmation d'Israël que cette attaque avait été « accidentelle », étant donné que les coordonnées de toutes les structures des

Nations Unies sont transmises aux autorités d'occupation israéliennes et régulièrement mises à jour.

La chute d'un missile israélien sur l'école quelques heures avant son ouverture a évité le massacre des enfants et de leurs enseignants, mais l'idée de ce qui aurait pu se passer a causé une panique généralisée parmi les enfants réfugiés.

Cette nouvelle vague de bombardements sur Gaza coïncide avec le sixième anniversaire du massacre israélien, en 2014, de plus de 2 250 Palestiniens, dont [551 enfants](#), durant une attaque militaire prolongée. Une déclaration signée à ce moment par plus de 140 chercheurs en droit international et droit pénal, des défenseurs des droits humains, des experts juridiques et autres affirmait que « La plupart des lourds bombardements qu'a subi Gaza récemment n'ont pas de justification militaire plausible et semblent plutôt viser spécifiquement à terroriser la population ».

Une enquête des Nations Unies de 2019 sur les attaques israéliennes contre des manifestants palestiniens non armés participant à la Grande marche du retour, lancée le 30 mars 2018, [affirmait](#) qu'il y avait « de bonnes raisons de penser que les snipers israéliens visaient des journalistes, du personnel sanitaire, des enfants et des personnes handicapées, sachant qu'ils étaient aisément identifiables comme tels ». Le rapport de l'ONU concluait que « Ces violations graves des droits humains et du droit international pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ».

Ces crimes perpétrés de manière répétée par Israël contre une population civile captive, qui ne peut s'échapper nulle part, ne peuvent se continuer dans l'impunité que grâce à la complicité des gouvernements occidentaux, en particulier des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, et avec la complicité de certains régimes arabes despotiques.

Toute tentative de « normaliser » les relations avec Israël, ou de prétendre « continuer comme à l'habitude » équivaut à un soutien matériel à la continuation de l'apartheid et des massacres contre les Palestiniens.

Les compagnies militaires israéliennes, dont [Elbit Systems](#) et Israeli Aerospace Industries, testent leurs armes sur les Palestiniens pour ensuite les [exposer](#) dans le monde entier comme testées sur le terrain. Des entreprises d'armement et de produits de haute technologie du monde entier augmentent leurs propres [profits](#) en fournissant à Israël des armes et des munitions pour ses attaques contre les Palestiniens.

L'Israël de l'apartheid a resserré encore le blocus suffocant des 2 millions de Palestiniens de la bande de Gaza ces derniers jours, en interdisant totalement la pêche sur ses côtes et interdisant toute entrée de biens et de carburants depuis le 10 août, causant l'arrêt total de la seule usine d'électricité de cette région surpeuplée. Ceci pourrait mener à une vraie catastrophe humanitaire, avec la déstabilisation du système de santé en temps de pandémie mondiale, des transports et d'autres services vitaux, qui souffrent déjà depuis 2007 d'une crise d'approvisionnement en électricité et d'autres pénuries de ressources fondamentales, du fait du siège israélien.

Les Nations Unies avaient prédit que Gaza serait « [invivable](#) » d'ici à 2020. Mais Israël continue ce siège brutal et ces attaques militaires, le nettoyage ethnique graduel et incessant du Neguev et de la Cisjordanie, en particulier dans et autour de Jérusalem-Est et de la vallée du Jourdain, sans conséquences pour lui. Les Nations unies et les gouvernements du monde n'ont pas réussi à demander des comptes au régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid d'Israël en lui imposant des sanctions ciblées.

Pour mettre fin à l'apartheid israélien et aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité en cours et pour soutenir la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, nous appelons les personnes de conscience du monde entier

à :

- ▶ Faire pression sur les gouvernements et les parlements pour qu'ils remplissent leurs obligations juridiques internationales en imposant un embargo militaire complet sur Israël, comme le demandent la [société civile palestinienne](#) et [Amnesty International](#).
- ▶ Intensifier le boycott académique et culturel d'Israël et de ses institutions complices, en particulier à la lumière de ses attaques dévastatrices continues contre les institutions éducatives et culturelles palestiniennes à Gaza, Jérusalem et ailleurs.
- ▶ Accroître l'engagement dans les campagnes de boycott et de désinvestissement visant les sociétés qui permettent les crimes israéliens contre les Palestiniens, en particulier celles qui figurent dans la [base de données de l'ONU](#) aussi bien que [les nombreuses sociétés complices qui n'y ont pas encore été ajoutées](#).

Traduction : M. pour BDS France

Source : bdsmovement.net